

À PROPOS D'AUTORITÉ ET D'ANTI-AUTORITÉ...

La capacité du mouvement libertaire à examiner de manière critique la bureaucratie qui était apparue à la direction de l'AIT a sans doute été desservie par une erreur d'interprétation du concept d'autorité, ou du moins par un glissement sémantique du terme. Le terme «*anti-autoritaire*» dérive du concept d'autorité qu'on retrouve fréquemment chez Proudhon et Bakounine, mais chez ces auteurs c'est un concept qui s'applique aux manifestations diverses du pouvoir politique, de l'État. Le «*communisme autoritaire*» est le communisme d'État.

Le terme fut créé comme synonyme de «*bureaucratique*», pour désigner Marx et ses amis. Les «*anti-autoritaires*» étaient opposés aux pratiques bureaucratiques de la direction de l'Internationale. Que celle-ci, et Marx en particulier, ait eu un comportement autoritaire est indéniable, mais ce n'est pas cela qui était principalement visé. Être autoritaire, dans le cas qui nous concerne, n'est donc pas une attitude morale, un trait de caractère, c'est un comportement politique. Anti-autoritaire signifie, par opposition, «*démocratique*». Ce dernier mot existait bien à l'époque, mais il avait lui aussi un contenu différent. Moins d'un siècle après la Révolution française, il qualifiait les pratiques politiques de la bourgeoisie. C'étaient les bourgeois qui étaient des démocrates. Ce n'est que plus tard qu'on a associé les notions de démocratie et de prolétariat, dans l'expression «*démocratie ouvrière*». La tendance anti-autoritaire de l'AIT était donc en faveur de la démocratie ouvrière, tandis que la tendance marxiste était perçue comme étant en faveur de la centralisation bureaucratique.

La défaite des collectivistes après le congrès de La Haye en 1872 fut mise sur le compte de cette «*autorité*», puis sur le principe même d'organisation, qui produit cette «*autorité*». Le mot est progressivement utilisé dans son sens psychologique et comportemental. Va donc se développer, en réaction à la bureaucratisation et à la centralisation mises en place par Marx, une opposition à toute forme d'organisation. Engels ne s'y trompe pas, qui désigne les antiautoritaires par le terme d'«*autonomes*» (1). Seront abandonnés les fondements mêmes de la doctrine élaborée par Proudhon et par Bakounine, dont le centre de gravité était le fédéralisme; apparaît alors, sur le plan de la doctrine, une forme particulière de libéralisme radicalisé, et sur le plan de l'organisation, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'horizontalisme, qui est en fait une négation du fédéralisme.

Les militants «*anti-autoritaires*» vont tenter de tirer les leçons de l'histoire. Ils diront: c'est la centralisation de l'organisation, le contrôle de son appareil par une petite coterie qui fut la cause de la dégénérescence «*autoritaire*», c'est-à-dire bureaucratique, de l'Internationale. Il faut donc empêcher toute centralisation quelle qu'elle soit. Contre les positions défendues par les grands théoriciens du mouvement libertaire qui préconisaient le fédéralisme, c'est-à-dire un équilibre entre l'action autonome des structures de base et la centralisation (2), ils vont, par réaction, se faire les défenseurs exclusifs de l'autonomie, les adversaires acharnés de toute forme d'organisation, accusée d'être par nature productrice d'«*autorité*». Alors que des délégués nommés par les sections représentaient celles-ci lors des congrès, on devient maintenant un opposant à toute forme de représentation.

Mais peu à peu, le contenu sémantique de l'expression «*antiautoritaire*», qui était à l'origine équivalent à «*anti-bureaucratique*», va dévier. On s'opposera désormais à toute forme d'autorité entendue comme comportement. Le simple respect de consignes librement débattues devient de l'autoritarisme.

(1) *L'Internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, II, p. 22.

(2) Aux partisans du «*basisme*» à tout prix, Gaston Leval disait que lorsqu'il y a une «*base*» ou une «*circonférence*», il y a forcément un «*sommet*» ou un «*centre*»: la vraie question était de savoir quel type de rapport existait entre l'un et l'autre.

Le simple fait d'assumer une fonction électorale quelconque va être qualifié d'«autoritaire» parce que voter pour déléguer temporairement un pouvoir devient une abdication intolérable de sa liberté individuelle, de son être intime. Seule l'initiative individuelle devient acceptable (3).

Alors que le concept politique d'autorité s'appliquait à ce qui était en relation avec le pouvoir d'État ou à des relations de pouvoir au sein d'une organisation, le terme «*autorité*» finit par prendre une connotation psychologique, ce que Malatesta explique parfaitement bien: «*L'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'il n'y a pas de possibilité d'organisation sans autorité. Et une fois cette hypothèse admise, ils préfèrent renoncer à toute organisation, plutôt qu'accepter le minimum d'autorité. Maintenant que l'organisation, c'est-à-dire l'association dans un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour poursuivre ce but, soit nécessaire à la vie sociale, c'est une évidence pour nous. [...] Mais nous préférons encore l'autorité qui gêne et attriste la vie, à la désorganisation qui la rend impossible*» (4).

Ces propos restent malgré tout dans la perspective d'un «*anti-autoritarisme*» à caractère comportemental: l'organisation est inévitable, mais elle reste intrinsèquement productrice d'«*autorité*»: le simple fait d'assumer une fonction est «*autoritaire*». Désigner quelqu'un à une fonction est un abandon de sa souveraineté individuelle. Dans ce même article, Malatesta cite l'exemple du machiniste et du chef de train qui ont «*forcément une autorité*», mais «*les gens aimeront toujours mieux subir leur autorité plutôt que de voyager à pied*». Ce qui est tragique dans l'affaire est que les anarchistes en soient venus à considérer comme une relation d'«*autorité*» le fait pour un machiniste de conduire un train (ou pour un dentiste de soigner une carie, etc...), alors qu'il ne s'agit que de l'exercice d'une fonction que quiconque peut récuser en s'abstenant de prendre le train (ou d'aller chez le dentiste). Cela fausse toute la réflexion sur le problème de l'«*autorité*» (et cela fait perdre beaucoup de temps en arguties).

Les «*anti-autoritaires*» nouvelle manière en vinrent à préconiser la décentralisation totale comme méthode pour éviter la centralisation qu'ils avaient jusque-là connue. En réaction à la centralisation, l'autonomie totale des structures de base deviendra le maître mot des anarchistes, au point qu'il n'y aura plus que des structures de base et aucune organisation réelle. Si une instance de régulation devait exister, elle n'aurait pas de fonction «*politique*», mais seulement une fonction technique: faire circuler le courrier, etc... Or lorsque les anarchistes mettront sur pied ce type de structure, sans aucune fonction «*politique*» ou décisionnelle, la circulation même du courrier ne fonctionnera jamais - sans doute parce que pour faire circuler du courrier à une échelle internationale (et une organisation internationale a beaucoup de courrier à faire circuler), il faut de l'argent, et pour avoir de l'argent il faut décider de prélever des cotisations, c'est-à-dire faire preuve d'«*autorité*».

Toute organisation, intrinsèquement, est maintenant perçue comme conduisant à l'autorité, à la centralisation et à la bureaucratie. La solution proposée fut donc de constituer des structures autonomes, sans liens entre elles autres qu'occasionnelles; c'était remettre en cause un des fondements de l'anarchisme, le fédéralisme: «*Le fédéralisme est constitutif de l'anarchisme depuis la période de l'Association internationale des travailleurs, puisque le courant anarchiste s'affirme là à travers sa critique du centralisme et sa célébration de l'autonomie*», dit Marianne Enckell (5), qui a parfaitement raison de préciser que c'est le fédéralisme «*qui est l'antonyme de centralisation, et non la décentralisation*» (6).

Les militants «*anti-autoritaires*», constatant ce qu'ils estimaient être les dégâts du principe même d'organisation après la fin de l'AIT, ont vidé le fédéralisme de son contenu et préconisé la décentralisation maximale. Ils se sont repliés d'abord sur le petit groupe d'affinités supposé être le garant de l'ab-

(3) Cf *Voter, c'est abdiquer: abstention révolutionnaire anarchiste*. Paris (France). Fédération anarchiste, 1986. Textes de Thyde Rosell, Maurice Joyeux, Roland Bosdeveix, Sébastien Basson, Jean-Marc Raynaud, Gaetano Manfredonia.

(4) Malatesta, «*L'Agitazione*», Ancône, 4 juillet 1897, in: *Errico Malatesta, Articles politiques*, 10/18, p.92-94.

(5) Marianne Enckell: «*Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes*», Réfractations, n°8, 2002, p.8.

(6) Cf. Amédée Dunois: «*L'anarchisme n'est pas individualiste; il est fédéraliste, associationniste au premier chef. On pourrait le définir: le fédéralisme intégral*». Anarchisme et syndicalisme. Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907). Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nautilus. - Éditions du Monde libertaire, 1997, p.157. Notons qu'Amédée Dunois lui aussi, comme César de Paepe, finira par quitter le mouvement anarchiste.

sence de bureaucratisation (d' «*autorité*»), puis sur l'individu, après quoi on n'a plus rien à décentraliser. L'organisation, limitée au groupe affinitaire, n'a pas pour fonction d'analyser une situation et de définir une ligne d'action en commun, elle a pour fonction d'y permettre l'épanouissement personnel. «*Le groupe est pour eux une simple école éducative; il n'y a ni bureau ni caisse, chacun est indépendant. Les adhérents s'occupent d'être eux-mêmes, puis se développent, s'instruisent; l'on discute afin de savoir ce qui est bien et ce qui est mal et chacun agit suivant les facultés que lui permet son tempérament. L'on ne dit à personne faites ceci ou faites cela...*» [...] «*École éducative, le groupe est aussi un lieu de camaraderie, de rendez-vous pour libres discussions avec des amis connus ou des compagnons de passage auxquels nul ne s'aviserait de faire décliner leur identité et où personne ne se préoccupe de verser ou d'encaisser des cotisations*» (7).

Lorsque dans *La Science moderne et l'anarchie* Kropotkine écrit que «*nous cherchons le progrès dans la plus grande émancipation de l'Individu de l'autorité de l'État ; dans le plus grand développement de l'initiative individuelle et dans la limitation des fonctions gouvernementales*», le lecteur finit par comprendre que l'organisation n'est pas le lieu où s'élaborent collectivement une stratégie de lutte contre le capital mais un lieu où des individus viennent exposer leurs problèmes pour y épanouir leur individualité et développer leurs initiatives individuelles. L'«*Autorité*» et, par extension l'État, qui est le concentrat de l'Autorité, finissent par devenir le principal adversaire de l'anarchiste, plutôt que le capitalisme (8), et l'anarchisme peut dès lors se dissoudre dans l'individualisme.

On en vint à constituer des groupes autonomes affinitaires dans lesquels l'initiative révolutionnaire individuelle et l'action exemplaire devaient permettre de passer sans transition à une société communiste. Un théoricien anarchiste qui expose ce genre de vues n'a strictement aucune idée de ce que peut être le syndicalisme, ou d'une manière plus générale l'organisation de groupes de travailleurs qui se défendent contre les capitalistes. Pendant un temps, l'activité de ces anarchistes, notamment en Espagne et en Italie, fut de susciter des insurrections locales, lors desquelles quelques dizaines de personnes prenaient la mairie d'assaut, brûlaient les documents administratifs, proclamaient le communisme, la plupart du temps dans l'indifférence générale, avant de se faire chasser piteusement par la police. Il s'agissait de donner l'exemple aux populations.

On arrive ainsi à une définition de l'organisation par Malatesta qui est la plus longue définition qu'on puisse trouver d'une boîte à lettres. Une citation de Malatesta, très longue, me semble cependant extrêmement révélatrice: «*[...] Les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi; n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment - Commission de correspondance, etc... - n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès, les opinions et propositions que groupes et individus leur communiquent; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour plus de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux.*

Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à

(7) *Les Anarchistes des origines à hier soir*, Éditions du Monde libertaire-Éditions Alternatives libertaires, «*Des attentats au syndicalisme révolutionnaire*».

(8) Dans le même ouvrage, Kropotkine définit ainsi l'anarchisme: «*Dans la lutte entre l'Individu et l'État, l'anarchisme, comme ses prédécesseurs du XVIIIème siècle, est du côté de l'Individu contre l'État, de la Société contre l'Autorité qui l'opprime*».

l'activité des autres. En tout cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes, la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure» (9).

L'organisation en elle-même, facteur d'autorité, devient le mal, l'autonomie la vertu. Le groupe autonome un tant soit peu organisé devient lui-même producteur d'«*autorité*»; aussi en vient-on à proclamer l'autonomie de l'individu dans le groupe. C'est sans doute cette réaction, qu'on pourrait qualifier de centrifuge, qui sera le déclencheur d'un courant qui se qualifiera d'anarchiste individualiste. Stirner, totalement inconnu et qui ne sera «*découvert*» que dix ans plus tard, n'y est pour rien (10).

Au nom de la lutte contre l'«*autorité*», les opposants au principe de l'organisation pousseront leurs convictions très loin: Gaston Leval rappelle que «*Malatesta fut blessé d'un coup de revolver et aurait été tué sans l'intervention d'autres camarades par un anarchiste qui considérait une trahison que s'organiser en un mouvement fédératif*» (11).

René BERTHIER.

(9) Malatesta, «*Anarchie et organisation*», 1927. [en réponse à la Plateforme d'Archinov].

(10) L'œuvre de Stirner, inconnue en France, dont il est incompréhensible selon nous qu'elle soit qualifiée d'«*anarchiste*», était tombée dans l'oubli en Allemagne. C'est John Henry Mackay (allemand malgré son nom) qui tira l'œuvre de Stirner de son oubli et l'associa à l'individualisme anarchiste, après la publication de Max Stirner - *sein Leben und sein Werk* (1898). On ignore souvent que Stirner est devenu «anarchiste» grâce à Engels: celui-ci est le premier à l'avoir élevé à ce statut. Cela se passe en 1888, dans un livre intitulé *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*.

(11) Gaston Leval, «*La crise permanente de l'anarchisme*».